

le canard social

l'actualité du secteur social en Pays de la Loire

À LA UNE



A Rezé, les Roms gardent espoir



A Rezé les Roms vont de terrain en terrain, menacés par les expulsions. (Photo : D. Prochasson)

Sous le coup d'un commandement de quitter les lieux, les familles Roms de Rezé (44) arrivés en France pour la plupart en 2008, ont quitté la rue de la Trocardière il y a quelques jours pour s'installer sur la même commune à quelques mètres d'un terrain qu'ils avaient déjà occupé par le passé.

Bien sûr, ils parlent de Sarkozy, «le grand», celui qui prend les décisions là-haut, à Paris. Bien sûr, ils s'inquiètent du climat délétère à leur rencontre. Mais pour ces Roms installés à Rezé (44), l'espoir d'une vie meilleure est plus fort que tout. Et rien n'y fera : *«Ils peuvent nous expulser mille fois, on sera toujours là»*, affirme Dactari, 35 ans. Sur ce chemin de terre, coincé entre une voie ferrée et un parking, à deux pas de la gare Pont Rousseau, l'eldorado a pourtant des allures de rêve déchu. Treize caravanes rafistolées, en piteux état, se succèdent en enfilade. Des habitats exigus, où l'eau s'infiltrait, qui logent enfants et parents, à la même enseigne.

En attendant les adultes, deux ados offrent le café autour d'une tablette et de quelques chaises mal en point qu'ils ont recouvertes de serviettes. L'aîné, Vassile, 14 ans, se livre. Il raconte la violence des expulsions, cet épisode où il dut prendre son sac en vitesse avant destruction de la caravane. *« J'en garde un souvenir précis avec, parfois, l'impression de le vivre encore. Ça fait mal au cœur, dit-il résigné. D'un côté, c'est blessant : en Roumanie, on n'est pas traité comme ça. Mais en France, on sait que l'on doit disparaître du terrain. »* Le jeune homme évoque sa scolarité en Roumanie : il est allé jusqu'au cours moyen. *« On me faisait comprendre que je n'étais pas désiré. »* A cause de ses origines roms.

La France, c'est la santé

Malgré la précarité de leur situation, entre la France et la Roumanie, le choix des familles ne souffre d'aucune ambiguïté. *«Là-bas, nous vivons une situation critique, raconte Marian, père de deux enfants. Après la Révolution (qui vit le renversement du dictateur Nicolas Ceaucescu en 1989, ndlr), beaucoup d'usines ont fermé. Elles nous permettaient d'avoir des petits contrats. Aujourd'hui, il n'y a pas de travail pour nous. On a ni ressources financières ni suivi médical convenable.»* Agée de 10 ans, sa fille souffre d'une maladie chronique grave. Alors qu'elle a subi deux opérations en France, une rechute lorsqu'elle était en Roumanie les a convaincus de revenir dans l'Hexagone. L'avis du médecin français les a ensuite persuadés d'y rester. *«En Roumanie, à moins d'avoir suffisamment travaillé, il leur est impossible d'accéder aux soins. D'autant plus que certains médecins roumains refusent de soigner les Roms»*, explique Fanny Bordeianu, militante du collectif Rom Europe.

Reconduites volontaires

Depuis le début de l'été, des agents de l'OFII, l'office français de l'immigration et de l'intégration, sont passés pour certains jusqu'à quatre fois proposer une reconduite volontaires à la frontière. L'Etat propose alors 300 euros par adulte et 100 euros par enfant. Tous ont refusé. Dactari ne croit pas en ces propositions : *«Ceux qui acceptent, lorsqu'ils n'y sont pas contraints, reviendront en France ou dans un autre pays de l'Union européenne.»* La crise économique n'a pas arrangé la situation : *«Avant, en Roumanie, une famille avec des enfants pouvaient bénéficier de pensions, aujourd'hui, il n'y a plus rien»*, souligne Dactari. Sa compagne le répète, elle aimerait que le gouvernement français

l'entende : *«On ne supporte pas les expulsions pour le plaisir mais parce qu'en Roumanie, notre situation est pire.»* A Rezé, hormis les militants associatifs et quelques journalistes, les Roms ont pris l'habitude de voir défiler la police et les huissiers sur les terrains qu'ils occupent. Avant de s'installer à côté de la gare Pont Rousseau, Maria, 22 ans, a vécu boulevard de Doulon, puis dans deux autres lieux à Rezé. *«On a le sentiment d'être pourchassés, de vivre de procédure en procédure. Et lorsque celles-ci ne sont pas encore enclenchées, c'est une période de répit.»*

Parfois, ce sont des agents de Nantes Métropole qui viennent déposer une benne pour veiller à la salubrité des lieux. A son passage, l'un d'entre eux qu'ils connaissent bien, leur rappelle de prendre un soin particulier à la propreté. Difficile pourtant de faire place nette lorsque la place manque, que l'on cuisine sur de vieux réchauds coincés entre deux caravanes. A proximité du plan d'eau, les enfants en bas âge ont la peau rougie de piqûres de moustiques. Chaque famille rêve de s'installer dans une maison. Mais l'incompréhension demeure : *«D'autres Roms dans la même situation ont bénéficié d'un logement. Pourquoi ces indifférences de traitement alors que nous ne commettons pas de délit, si ce n'est le fait d'être en situation irrégulière ?»*

Pour l'avenir des enfants

À leurs yeux, une seule chose compte : l'avenir de leurs enfants. *«Plus tard, ils pourront apprendre un métier»,* explique Dactari dont la plus grande fierté est d'avoir pu scolariser ses enfants. Selon ses dires, ils n'ont pas manqué un seul jour d'école sauf en cas de maladie. *«Ça se passe très bien, assure-t-il. Ils sont studieux et sont pris en exemple dans leur classe.»* Le rêve de son aîné : être mécanicien.

Mère de deux enfants à 22 ans, Maria espère que le président Sarkozy changera ses idées. *«Avant la France, c'était Liberté, égalité, fraternité. Maintenant, les choses ne sont plus pareilles.»* Mais, pour elle, la donne demeure la même. Invariablement. *«On veut changer notre vie, pour que nos enfants aient des conditions d'existence meilleure que la nôtre.»*

David Prochasson

Article publié le : 30 août 2010

 [ACCÉDER AUX ARCHIVES](#)